
D É C R E T
D E L A
C O N V E N T I O N N A T I O N A L E ,

N.° 2141.

Du 13.^e jour de Pluviôse, an second de la République Française,
une & indivisible,

*Portant que les Biens situés en France provenant des
Jésuites de Trêves & des Abbayes, Corps &
Communautés étrangers, seront régis & vendus
comme les autres Domaines Nationaux.*

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu
le rapport de ses comités des domaines & d'aliénation,
décrète :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les biens provenant des jésuites de Trêves, & concédés
par le ci-devant roi au séminaire de la même ville, seront
régis, vendus & payés comme les autres biens nationaux, &
il en sera usé de même à l'égard des biens ecclésiastiques situés
en France, provenant des abbayes, corps & communautés,
chapitres, bénéfices, collégiales, séminaires, prieurés,
hospices, hôpitaux, fabriques, confréries ou congrégations,
étrangers, & de tous autres biens de pareille nature, sous
quelque dénomination qu'ils soient connus.

I I.

Les fermiers, administrateurs, syndics & tous autres

Case
folio

FRC

10334

no. 12

percepteurs rendront compte , dans le mois , de leur gestion à l'administration des domaines nationaux , & remettront tous les titres dont ils sont nantis , aux directoires des districts dans l'arrondissement desquels sont situés les biens , rentes ou séquestres , à peine d'être déclarés suspects & mis en état d'arrestation , sans préjudice des poursuites de droit auxquelles leur refus ou négligence pourroit donner lieu.

I I I.

Les administrations de district seront tenues de rendre compte , de trois mois à autres , de l'exécution du présent décret , sous les peines portées par la loi.

Visé par l'inspecteur. Signé AUGER.

Collationné à l'original , par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris , le 17 Pluviôse , an second de la République une & indivisible. *Signé DUBARRAN , président ; ESCHASSERIAUX aîné & PH. CH. AI. GOUPILLEAU , secrétaires.*

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE , le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux , que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres , lire , publier & afficher , & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs ; en foi de quoi nous y avons

apposé notre signature & le sceau de la République.
A Paris, le dix-septième jour de Pluviôse, an second
de la République Française, une & indivisible.
Signé DESTOURNELLES. *Contresigné* GOHIER. Et
scellée du sceau de la République.

Certifié conforme à l'original.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

An II.^e de la République.

...the ... of the ...
... the ... of the ...
... the ... of the ...
... the ... of the ...

... the ... of the ...

IN THE ... OF THE ...
... the ... of the ...
... the ... of the ...